

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

ARRETES DU MAIRE - Services techniques

MAI 2018

ARST_2018_047	TRAVAUX_EUROVIA_AMENAGEMENT_ARRET_BUS_ ESPLANADE_REPUBLIQUE_DU 02.05.18 AU 25.05.18	1-2
ARST_2018_048	TRAVAUX_AMENAGEMENT_CELLULES_ COMMERCIALES_COUR_MARGOT_DU 07.05.18 AU 29.06.18	3-5
ARST_2018_049	TRAVAUX_REFECTION_TOITURE_RUE_DRUET_DU 02.05.18 AU 01.06.18	6-7
ARST_2018_050	POSE_CONTAINER_20_BD_BAZIN_16.05.2018	8-9
ARST_2018_051	RANDO_2018_PARKING_MAISON_DU_PLATEAU_ 27.05.18	10-11
ARST_2018_052	TRAVAUX_FOUILLES_TELECOM_RUE_DE_LONGVIC_ LHTP_DU 18.05.18 AU 08.06.18	12-13
ARST_2018_053	TX_RUE_LAMARTINE_LA_CONSTRUCTION_DU 21.05.18 AU 31.07.18	14-15
ARST_2018_054	TRAVAUX_SPIE_ENEDIS_DEPOSE_LIGNE_RUE_DES_ CASTORS_DU 04.06.18 AU 06.07.18	16-17
ARST_2018_055	TRAVAUX_SCUB_ENEDIS_REEMPLACEMENT_CABLES_ RUE_DE_LONGVIC_RP_SOLIDARITE_DU 04.06.18 AU 31.08.18	18-19
ARST_2018_056	TRAVAUX_SNCTP_14_RUE_DES_FRERES_ MONTGOLFIER_BRANCHEMENT_GAZ_DU 01.06.18 AU 12.06.18	20-21
ARST_2018_057	TRAVAUX_ENEDIS_RESEAU_AERIEN_18_RUE_ BECQUEREL_DU 04.06.18 AU 08.06.18	22-23
ARST_2018_058	ENTRETIEN_STRUCTURES_FLORALES_AV_ROLAND_ CARRAZ_DU 28.05.18 AU 30.11.18	24-25
ARST_2018_059	INTERDICTION_STATIONNEMENT_PARKING_MVA_MJC_ DU 15.06.18 AU 16.06.18	26-27
ARST_2018_060	DEROGATION_POUR_MANIFESTATION_COMMERCIALE_ _PAGOT_SAVOIE_LE 07.06.18	28-29

ARST_2018_061	CEREMONIE_8_JUIN_INTERDICTION_STATIONNEMENT_ CIRCULATION_PLACE_MONUMENT	30-31
---------------	--	-------

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux d'aménagement d'arrêts de bus par l'entreprise EUROVIA, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement Esplanade de la République (devant Le Cèdre).

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise EUROVIA est autorisée à intervenir Esplanade de la République (devant Le Cèdre) sur trottoir et chaussée pour des travaux d'aménagement d'arrêts de bus.
Le stationnement de tous véhicules, autres que ceux liés à l'exécution des travaux, sera interdit au droit de la zone de travaux.
Pour permettre aux piétons de circuler en toute sécurité, l'entreprise matérialisera un cheminement piéton à l'aide de barrières.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire à compter de ce jour jusqu'au 25 mai 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise EUROVIA sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise EUROVIA, sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :


Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,

Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise EUROVIA,
Police Municipale,
DIEZE,
KEOLIS (DIVIA),
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 2 mai 2018



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,


Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux d'aménagement des cellules commerciales « Cour Margot » par les entreprises ALKIMIA et CUROT CONSTRUCTION FACILITY SERVICES, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement du 21 au 33 rue Alfred Changenet.

ARRÊTE

Article 1 :

Les entreprises ALKIMIA et CUROT CONSTRUCTION FACILITY SERVICES sont autorisées à intervenir sur la ZAC Centralité, et plus particulièrement aux abords du bâtiment « Cour Margot », pour des travaux sur façades extérieures du RDC du bâtiment (selon le plan joint).

L'emprise des travaux impactera la circulation piétonne devant le bâtiment.

Pour permettre aux piétons de circuler en toute sécurité, ils devront traverser sur le trottoir d'en face, les entreprises mandatées auront en charge la signalétique ainsi que le barriérage de ce cheminement.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 7 mai au 29 juin 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par les entreprises ALKIMIA et CUROT CONSTRUCTION FACILITY SERVICES sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par les entreprises ALKIMIA et CUROT CONSTRUCTION FACILITY SERVICES, sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

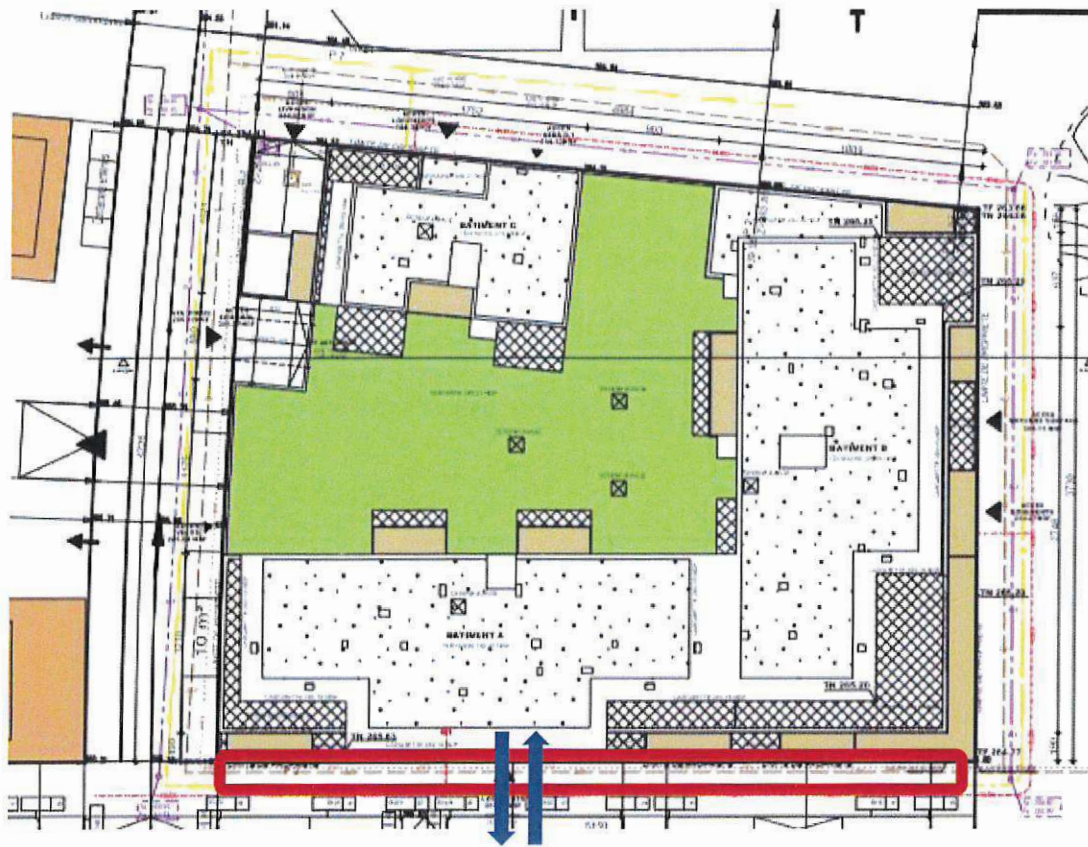
Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de la SPLAAD,
Monsieur le Directeur des entreprises ALKIMIA et CUROT CONSTRUCTION FACILITY
SERVICES,
Police Municipale,
KEOLIS,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 2 mai 2018



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD



Emprise de l'occupation du chantier



Sortie piéton

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement de la pose d'un échafaudage pour la réfection de toiture de M. CHAMBRON demeurant au n°1 rue Jean Druet, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise 21 TOITURES est autorisée dans le cadre des travaux de réfection de toiture de Monsieur CHAMBRON demeurant au 1 rue Jean Druet, à occuper le domaine public, et de mettre en place un échafaudage côté rue Charles Poisot.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire à compter de ce jour jusqu' au vendredi 1^{er} Juin 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise 21 TOITURES sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par L'entreprise 21 TOITURES, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 5 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,

Monsieur le Directeur de l'entreprise 21 TOITURES,
Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 2 mai 2018



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers liée à la pose d'une benne sur trottoir, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public au droit du 20 boulevard Henri Bazin.

ARRÊTE

Article 1 :

Monsieur Nazir MASRI, membre et directeur des associations SOS SYRIE et SEMA, est autorisé à implanter un container de 12 mètres sur le trottoir au droit de son domicile 20 boulevard Henri Bazin pour un chargement de matériel.

Le container devra être signalé par un système de protection adaptée avec maintien d'un cheminement pour piétons sur le trottoir d'une largeur suffisante pour permettre le passage des usagers ainsi que des personnes à mobilité réduite.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le mercredi 16 mai 2018 de 13h à 18h.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par Monsieur Nazir MASRI sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par Monsieur Nazir MASRI, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressé à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,

Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur Nazir MASRI,
Police Municipale,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 14 mai 2018



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,



Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement d'une manifestation sportive organisée par la Ville de CHENOVE, RANDO 2018, il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement des véhicules sur le parking Maison du plateau de Chenôve.

ARRÊTE

Article 1 :

Le stationnement est interdit sur le parking Maison du plateau de CHENOVE.
Le parking Maison du plateau de CHENOVE est réservé pour accueillir les participants de la manifestation RANDO 2018 organisée par la Ville de CHENOVE.
Deux places de type PMR, provisoires, seront aménagées sur le parking (avec panneaux PMR de signalisation temporaire implantés).

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le dimanche 27 mai 2018 de 6h à 21h.

Article 3 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 4 :

Une signalisation temporaire à l'aide panneaux réglementaires sera mise en place par les services techniques, sous le contrôle de la Police Municipale, conformément à la demande de l'association CTC.

Article 5 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur des Services des Sports,
Police Municipale,

Centre Technique Municipal,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 15 mai 2018



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,


Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de fouille pour réparation conduite réseau Télécom entre deux chambres sur trottoir par l'entreprise LHTP il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit de la rue de Longvic.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise LHTP est autorisée à intervenir au droit de la rue de Longvic pour des travaux de fouille pour réparation conduite réseau Télécom entre deux chambres sur trottoir. Pour permettre aux piétons de circuler en toute sécurité, l'emprise matérialisera un cheminement piéton.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 18 mai 2018 au 8 juin 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise LHTP sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise LHTP sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,

Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise LHTP,
Police Municipale,
DIEZE,
KEOLIS-DIVIA,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 17 mai 2018



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,


Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux d'aménagement de la Maison du Projet au 12-14 rue Lamartine, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise LA CONSTRUCTION a l'autorisation de passage et d'occupation du domaine public, sur la place vers la Fontaine du Mail face à la Bibliothèque, pour des travaux de réalisation d'un rampe PMR sur l'arrière du bâtiment du chantier au 12-14 rue Lamartine et suivant les modalités ci-après :

Pour permettre aux piétons de circuler en toute sécurité, l'entreprise LA CONSTRUCTION matérialisera un cheminement piétons à l'aide de barrières,

La barrière d'accès devra être refermée obligatoirement après chaque passage de véhicule,

Limitation de tonnage à 19 tonnes sur la voie concernée,

L'entreprise LA CONSTRUCTION a l'obligation de remettre en état le domaine public à la fin des travaux,

La Ville de Chenôve s'autorise à effectuer régulièrement des contrôles du respect des obligations de l'entreprise.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire à compter du 21 mai 2018 jusqu'au 31 Juillet 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise LA CONSTRUCTION sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise LA CONSTRUCTION, sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise LA CONSTRUCTION,
ORVITIS,
Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 17 mai 2018



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,


Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de dépose de ligne ENEDIS, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement rue des Castors.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise SPIE est autorisée à intervenir rue des Castors pour des travaux de dépose de ligne ENEDIS.

Une restriction de circulation sera mise en place par demi-chaussée par alternat sur le secteur impacté par les travaux (chantier mobile), avec maintien d'un cheminement pour piétons.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 4 juin au 6 juillet 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SPIE sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise SPIE, sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,

Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise SPIE,
Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 29 mai 2018



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,


Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de remplacement de câbles électriques pour ENEDIS par l'entreprise SCUB, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement rue de Longvic, rue Paul Langevin, boulevard Bernard Palissy et rond-point de la Solidarité.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise SCUB est autorisée à intervenir rue de Longvic, rue Paul Langevin et rond-point de la Solidarité, avec traversée du boulevard Bernard Palissy, sur trottoir et chaussée, pour des travaux de remplacement de câbles électriques pour ENEDIS.

Des restrictions de circulation seront mises en place soit par rétrécissement de la voie de circulation (suppression d'une voie), soit par demi-chaussée avec un alternat par feux, suivant l'avancement des travaux.

Un cheminement sécurisé pour piétons sera mis en place à l'aide d'une signalisation spécifique.

Le stationnement de tous véhicules, autres que ceux liés à l'exécution des travaux, sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 4 juin au 31 août 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SCUB sur le chantier, pendant toute la durée des travaux.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise SCUB, sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise SCUB,
ENEDIS,
Police Municipale,
DIEZE,
KEOLIS DIVIA,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 23 mai 2018



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,



Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de branchement gaz pour GRDF par l'entreprise SNCTP, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du 14 au 16 rue des Frères Montgolfier.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise SNCTP est autorisée à intervenir au droit du 14 au 16 rue des Frères Montgolfier pour des travaux de branchement gaz.

Une restriction de circulation sera mise en place par demi-chaussée par alternat sur une longueur maximale de 20 mètres. La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h.

La circulation des piétons est interdite sur le trottoir. Les piétons devront emprunter le trottoir d'en face. Une signalisation spécifique sera mise en place.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 1^{er} juin au 12 juin 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SNCTP sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise SNCTP, sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise SNCTP,
Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 23 mai 2018



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,



LUDOVIC RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de remplacement de réseau aérien par ENEDIS, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du 18 rue Antoine Becquerel.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise ENEDIS est autorisée à intervenir au droit du 18 rue Antoine Becquerel pour des travaux de remplacement du réseau aérien.

Une restriction de circulation sera mise en place par demi-chaussée par alternat sur le secteur impacté par les travaux (chantier mobile sur 200m), avec maintien d'un cheminement pour piétons.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 4 au 8 juin 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise ENEDIS sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise ENEDIS, sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,

Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise ENEDIS,
Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 23 mai 2018



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,


Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de rénovation (voirie/espaces verts/réseaux), par les services municipaux de la ville sur l'avenue Roland Carraz, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation

ARRÊTE

Article 1 :

La circulation sera limitée à une seule voie dans le sens de circulation DIJON « CHENOVE sur une longueur variable suivant l'avancement des travaux sur les structures florales. Elle sera ouverte au trafic de nuit sur toute sa longueur.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 28 mai 2018 au 30 novembre 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché sur le chantier, pendant toute la durée des travaux.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par les services municipaux, et un personnel qualifié assurera la circulation réduite à une file dans chaque sens de circulation.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,

Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Centre Technique Municipal (service Paysage et Espaces Publics),
KEOLIS,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 23 mai 2018



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,



Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement de la fête des bénévoles, il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement sur le parking au droit de la Maison de la Vie Associative et de la Maison des Jeunes et de la Culture, rue de Longvic.

ARRÊTE

Article 1 :

Le parking au droit de la MVA/MJC, rue de Longvic, est réservé pour le déroulement de la fête des bénévoles.
Le stationnement est interdit sur l'ensemble du parking pendant toute la durée de la manifestation.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du vendredi 15 juin à 8h00 jusqu'au samedi 16 juin 2018 à 8h00.

Article 3 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par les services techniques de la Ville, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Madame la Directrice des Affaires Générales,
Maison de la Vie Associative,
Maison des Jeunes et de la Culture,
Police Municipale,

Centre Technique Municipal (service fêtes et cérémonies),
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 24 mai 2018



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,


Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer le bon déroulement de la manifestation pour l'inauguration du nouvel espace PAGOT SAVOIE, il convient d'accorder une dérogation à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 16 juin 1999 relatif à la lutte contre les nuisances sonores.

ARRÊTE

Article 1 :

A titre temporaire, pour permettre le bon déroulement de l'inauguration du nouvel espace PAGOT SAVOIE, organisée par LE DOMAINE DU LAC avec la participation d'un groupe de musiciens, une dérogation à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 16 juin 1999, relatif à la lutte contre les nuisances sonores, est accordée à la société PAGOT SAVOIE.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le jeudi 7 juin 2018 de 18h à 24h.

Article 3 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 4 :

Copie du présent arrêté sera adressé à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Madame la Responsable du Commissariat de Chenôve,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
LE DOMAINE DU LAC – Lac Kir – 21370 Plombières les Dijon,
PAGOT SAVOIE – 14 rue Gay Lussac – 21300 Chenôve,
Police Municipale,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 29 mai 2018



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement de la 64^{ème} cérémonie commémorative nationale de la « Journée Nationale d'hommage aux morts pour la France en Indochine », le vendredi 8 juin 2018, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement sur certaines voies communales.

ARRÊTE

Article 1 :

La circulation et le stationnement sont interdits, sous peine d'enlèvement des véhicules, sur la place du Monument, de 17h30 à 19h30.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le vendredi 8 juin 2018.

Article 3 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 4 :

La signalisation correspondante sera fournie et mise en place par les services techniques municipaux, selon la réglementation en vigueur.

Article 5 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Madame la Responsable du Commissariat de Chenôve,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Police Municipale,
Centre Technique Municipal (service fêtes et cérémonies)
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 29 mai 2018

Pour le Maire
L' Adjoint délégué,




Ludovic RAILLARD